

<http://gec.venissieux.org/Signature-de-la-convention-relative-aux-permanences-de-mediation-sante-Annee>



Signature de la convention relative aux permanences de médiation santé- Année 2019 et 2020

- Les élus interviennent... -

Publication date: vendredi 25 octobre 2019

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Aujourd'hui vous nous demandez de voter un rapport qui établit une convention entre les centres sociaux de Vénissieux, la Ville, l'Association Départementale de l'Éducation à la Santé (ADES) et le Centre Associatif Boris Vian (CABV). Cette convention a pour but d'engager des actions de prévention, d'accompagner les habitants dans leurs démarches, pour favoriser l'accès au soin.

Dans un article d'Expressions du 9 octobre, nous apprenons que 44 généralistes sont implantés sur la ville, ce qui correspond à environ 1 médecin pour 1 500 habitants. Cela situe Vénissieux au même niveau qu'une ville comme Privas. On pourrait considérer la ville de Vénissieux comme un désert médical.

Au-delà du nombre de médecins sur notre territoire, c'est la difficulté d'accès, du fait du coût de la santé, qui pose le plus de soucis.

Il y a un an, un article du « Quotidien du médecin » reprenait des chiffres qui font froid dans le dos : « 30 % des Français a déjà renoncé à se faire soigner au cours des 12 derniers mois, en particulier les ouvriers (41 %) et les jeunes de moins de 35 ans (36 %).

Les Français déclarent renoncer aux soins pour des raisons essentiellement financières. Pour 29 % de ceux qui renoncent aux soins, « la couverture de leur mutuelle n'était pas suffisante ».

18 % des français avouent aussi avoir eu des « difficultés » pour payer leurs frais de santé. 13 % de ceux qui ont eu des difficultés ont même souscrit un crédit à la consommation pour pouvoir se soigner.

Tous ces français qui ont des difficultés d'accès à la santé se tournent donc vers l'hôpital déjà saturé qui compte près de 20 MILLIONS DE PASSAGES AUX URGENCES. Entre 2003 et 2014, près de 60 000 lits d'accueil à temps complet dans les services d'hospitalisation ont été supprimés. Aujourd'hui les patients et usagers de ces hôpitaux subissent ce que l'on appelle « l'hospitalisation en brancard ».

La transformation de l'Hôtel Dieu en boutiques et hôtel de luxe, voulue par Gérard Colomb et ses amis politiques, n'arrange rien. Cet hôpital lyonnais a accueilli les malades et les indigents pendant des années. Aujourd'hui la population qui fréquente ces murs n'a plus rien à voir avec ceux qui la fréquentaient auparavant.

C'est aussi pour cela que l'hôpital public et en particulier les urgences connaissent un mouvement social sans précédent depuis plus de 10 ans avec près de 260 services d'urgence mobilisés à travers le pays.

La crise que connaissent les urgences est le révélateur de l'état de dégradation de notre système de santé qui a de plus en plus de mal à répondre aux besoins de la population. La cause est connue : c'est la multiplication des plans d'économies qui a mis l'hôpital en situation de tension permanente. Les personnels sont épuisés et ne sont plus en capacité de faire correctement leur métier.

L'état de notre système de santé doit nous alerter. Nous sommes loin d'Ambroise Croizat, qui a eu le courage politique de lancer l'idée d'une protection sociale voulue par le Conseil national de la résistance pour laquelle chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins.

Il est donc urgent de permettre aux habitants de pouvoir se soigner et cela, quelle que soit leur situation économique. C'est pour cela que nous soutenons ce dossier sans toutefois oublier que cette situation n'est que la conséquence des dégradations menées depuis des années.